

MÉMOIRE PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES

DÉCEMBRE 2017

INTRODUCTION

En juin 2017, le Canada a dévoilé sa nouvelle politique d'aide internationale féministe, un pas de géant vers un développement efficace et ambitieux.

Cette politique a été bien reçue par le milieu de la coopération internationale, notamment par les petites et moyennes organisations (PMO) dont le Carrefour de solidarité internationale fait partie. De plus, le gouvernement a présenté une stratégie de financement réservée aux PMO et travaille à une simplification notable des processus d'appels à projet. Ces améliorations, ainsi que cette reconnaissance de l'approche unique et efficace des PMO, sont la preuve que le Canada souhaite répondre au désir de ses citoyens et jouer un rôle de leader mondial quant à la lutte à la pauvreté. En ce sens, il nous semble que le budget 2018 devrait:

1. **Rehausser progressivement le financement de l'enveloppe d'aide internationale (EAI)** afin de rattraper rapidement la moyenne des pays de l'OCDE.
2. **Mettre en place un nouveau programme en coopération climatique internationale** afin de répondre à un des plus grands défis auxquels les populations les plus vulnérables, principalement les femmes et les filles, auront à faire face au cours des prochaines années.

1- BONIFIER L'ENVELOPPE DE L'AIDE INTERNATIONALE

La croissance du PIB canadien devrait s'établir à 3,1% d'ici la fin de l'année, faisant du Canada le pays affichant la croissance la plus rapide des membres du G7. Or, au cours des dernières années, le rapport entre le budget de l'aide publique au développement (APD) et le revenu national brut (RNB) n'a cessé de descendre. Selon les données actuelles, ce rapport devrait avoisiner les 0,27% pour l'année 2016-2017. Si la croissance économique actuelle se maintient, **il s'agira du plus petit engagement du Canada en aide publique au développement depuis 50 ans.**

La Politique d'aide internationale féministe est une avancée appréciable dans notre approche du développement. Le Canada a l'opportunité de faire une différence fondamentale pour des

millions de femmes et de filles dans le monde. Il est impératif que notre pays se donne les moyens de ses ambitions et **augmente progressivement ses investissements en APD, plus spécifiquement dans l'enveloppe d'aide internationale (EAI), afin d'atteindre la cible de 0,7% du RNB fixée par l'ONU¹**. Une bonification substantielle de ce financement est une condition incontournable à un réel retour du Canada sur la scène de l'aide internationale ainsi qu'à sa participation équitable à l'atteinte des *Objectifs de développement durable* de l'ONU.

Afin de rattraper la moyenne des pays de l'OCDE (0,4% du RNB investi en APD) au cours des 5 prochaines années, **le budget 2018 devrait inclure une hausse de l'enveloppe d'aide internationale de l'ordre de 706 M\$²**.

2 - METTRE EN PLACE UN NOUVEAU FINANCEMENT EN COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE

Les conséquences des changements climatiques ne font qu'augmenter et ont déjà des répercussions majeures, principalement pour les populations les plus appauvries. En plus des catastrophes naturelles, les pays les plus vulnérables doivent faire face à des réductions majeures de leurs productions agricoles dues aux bouleversements climatiques.

Dans le cadre de l'*Accord de Paris*³, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à soutenir les pays les plus pauvres dans la lutte aux changements climatiques. Québec a déjà mis en place son *Programme de coopération climatique internationale*. Le Canada a quant à lui promis une enveloppe de 2,65 G\$ sur cinq ans. En tant que grand producteur de GES, le Canada a la responsabilité de s'impliquer activement pour favoriser l'adaptation et la résiliences des populations les plus vulnérables aux changements climatiques.

Le budget 2018 devrait prévoir un financement clair et transparent visant la mise en place d'un programme de coopération climatique internationale. Il devrait s'agir de fonds s'ajoutant à l'enveloppe existante de l'AI. De plus, dans un souci de justice climatique, ce programme devrait équilibrer ses actions entre des mesures d'adaptation et d'atténuation des changements. Cet investissement irait de pair avec la PAIF puisque, comme l'ont noté plusieurs intervenants lors du *One Planet Summit* de décembre, les femmes sont les premières victimes des changements climatiques⁴.

1 Le Conseil canadien pour la coopération internationale propose, dans son mémoire déposé au Comité permanent des finances de la Chambre des communes, un échéancier approximatif et responsable quant à la hausse progressive de l'APD. Il s'agit également d'une des recommandations retenues dans le *Rapport du Comité permanent des finances de la Chambre des communes*.

2 *Réalisation des ambitions du Canada : soutien au développement international dans le budget 2018*, Conseil canadien pour la coopération internationale, décembre 2017.

3 <http://www.cbc.ca/news/politics/funding-for-climate-change-chogm-1.3339907>

4 <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/515222/les-femmes-premieres-victimes-des-bouleversements-climatiques>